

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour



Séance du 26 mai 2016

Aujourd'hui, le vingt-six mai deux mille seize à 9h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle de La Tour du Parlement de Navarre à Pau, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Madame Christiane AUTIGEON,
Messieurs Paul CARRERE, Charles PELANNE et Bernard SOUDAR.

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Mesdames Odile LAFITTE et Céline SALLES,
Messieurs Gérard CASTET et Bernard POUBLAN.

OBJET : AFFAIRES DIVERSES / Autorisation de signature - Convention : indemnisation EARL DU ROC

Exposé des motifs :

L'objet de cette convention est de déterminer les modalités d'indemnisation de l'EARL DU ROC pour la mise en place de travaux initialement prévus par l'Institution Adour dans le cadre du programme de « Mise en place d'un Espace de Mobilité de l'Adour entre Aurensan (65) et Barcelonne du Gers (32) ». L'EARL réalisera la totalité des travaux de déplacement du point de pompage agricole en eau superficielle n°3951 en amont de la zone de capture du canal de Riscle sur la parcelle cadastrale Section G numéro 135 située sur la commune de Riscle, en contrepartie l'Institution versera la somme de 10 000 euros correspondant au coût de l'achat du matériel et des travaux.

L'achèvement des travaux sera constaté sur un formulaire de « réception de chantier » dressé par le technicien de l'Institution Adour en charge du suivi des travaux. En cas de déclaration de non-conformité des travaux par le technicien de l'Institution Adour, l'EARL s'engage à reprendre les travaux dans les règles de l'art.

L'EARL DU ROC s'engage à ne demander à l'Institution Adour aucun complément en nature ou en numéraire.

En l'absence d'observations,

LE BUREAU

Après avoir délibéré,

DECIDE

Article 1

D'autoriser le Président à signer la convention objet de la présente et à prendre tout acte nécessaire à sa mise en œuvre

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 26 mai 2016 à Pau

Le Président,



Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.